



## Lettre ouverte d'appréciation au Président de la République de l'Ouganda de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique 31 Août, 2019

Votre Excellence,

Au nom des millions de petits exploitants agricoles, de pêcheurs, de pasteurs, de chasseurs-cueilleurs et de consommateurs africains, nous soussignés saisissons cette occasion pour vous exprimer notre gratitude pour votre position ferme et constante sur la loi de réglementation du génie génétique (GERA).

Nous reconnaissons et vous assurons que les préoccupations que vous soulevez, à savoir que " *la question des OGM et de la modification génétique de nos semences et de notre bétail touche non seulement la science mais aussi l'agriculture, l'écologie, l'alimentation et la sécurité nationale et, en effet, la souveraineté de notre nation* " sont valables.

Vous avez ajouté votre voix à la marée montante de préoccupations concernant les organismes génétiquement modifiés (OGM) dans d'autres pays d'Afrique et d'ailleurs. Le gouvernement du Zimbabwe a récemment déclaré qu'il continuait à s'opposer à l'introduction d'OGM dans son pays avec une préoccupation majeure quant à leur impact sur l'environnement. Le gouvernement de la République du Kenya a également continué à maintenir son interdiction d'importation d'OGM et le Burkina Faso doit encore se remettre du fiasco du coton GM qui a causé des pertes insurmontables aux agriculteurs.

Nous reconnaissons et attirons particulièrement l'attention sur les questions suivantes dans votre lettre au Parlement :

**Une responsabilité stricte qui protégera les paysans** en veillant à ce que : *"les fabricants, inventeurs et introducteurs de produits génétiquement modifiés ou issus du génie génétique doivent s'assurer que leurs produits sont sûrs et, à ce titre, accepter une responsabilité stricte au cas où le produit causerait un préjudice."*

**Utilisation du glyphosate.** Il est de notoriété publique que les agriculteurs de l'Ouganda et d'autres parties du continent continuent d'utiliser le glyphosate, donc, *"la nécessité de protéger les sols fertiles de la contamination chimique"*, est un appel bienvenu dans la bonne direction.

L'appel à **"procéder avec prudence"** en ce qui concerne la technologie GE, y compris *"l'édition des gènes et d'autres méthodes de biotechnologie moderne qui font encore l'objet de nombreux débats dans le monde entier"*. Nous reconnaissons que l'Afrique est progressivement initiée aux biotechnologies nouvelles et non testées qui

impliquent la modification génétique et l'extinction des gènes. C'est une menace réelle dans des pays comme l'Afrique du Sud et le Nigeria.

Le souci que **" les intérêts commerciaux promouvant le génie génétique doivent être mis en balance avec la nécessité de protéger le citoyen ougandais ordinaire d'un préjudice réel et potentiel. La santé et le bien-être, plutôt que le profit, doivent être notre première préoccupation."**

L'AFSA ne prend pas à la légère la lutte contre GE ; votre stand a renouvelé notre force et notre engagement pour protéger, conserver et sauvegarder le secteur agricole africain des intérêts économiques égoïstes.

Nous nous attendons fermement à ce que le Parlement ougandais tienne compte de vos vives mises en garde et apporte les changements nécessaires que vous recommandez à la loi de 2018 sur le génie génétique pour la protection de l'environnement et le bien-être des Ougandais et des citoyens africains en général.

Nous exhortons également les dirigeants et les législateurs de tout le continent à tenir compte des intérêts de leur peuple et à mettre en place des cadres réglementaires qui les protègent et les servent.

AFSA [www.afsafrica.org](http://www.afsafrica.org) est une large alliance d'acteurs de la société civile qui participent à la lutte pour la souveraineté alimentaire et l'agroécologie en Afrique. Il s'agit d'un réseau de réseaux qui compte actuellement 37 membres actifs dans 50 pays africains. Il s'agit notamment des réseaux de producteurs alimentaires africains, des réseaux d'ONG africaines, des organisations de peuples autochtones, des organisations confessionnelles, des groupes de femmes et de jeunes, des mouvements de consommateurs et des organisations internationales qui soutiennent la position de l'Alliance.

